

**DIRECTION DE LA COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT
COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT****Réseau du CAD sur la gouvernance****Principes pour un soutien pertinent et efficace aux médias et à l'espace de l'information**

11 décembre 2023

Cette proposition de "Principes pour un soutien pertinent et efficace aux médias et à l'espace de l'information" a été préparée par les membres de GovNet qui se sont portés volontaires pour établir un comité de rédaction et ont pu compter sur les contributions généreuses du CIMA et du FMMD.

Une première version des principes a été partagée avec les membres de GovNet lors de la 33ème réunion plénière en juin 2023, et avec le groupe de travail sur le développement des médias de la Coalition pour la liberté des médias en juillet 2023. Les commentaires reçus lors de ces réunions ont été intégrés dans le projet actuel.

Ce projet sert à consulter les parties prenantes avec les objectifs suivants :

- Établir un consensus et favoriser une approche collaborative entre les parties prenantes ;
- Recueillir les réactions, les contributions et les points de vue des parties prenantes concernées afin d'informer, de façonner et d'améliorer le projet de principes ;
- Garantir l'inclusivité et la transparence dans la formulation des principes ;
- Identifier les préoccupations et les opportunités potentielles associées aux principes ;
- Recueillir des informations sur la manière dont les différentes parties prenantes envisagent leur propre rôle dans la mise en œuvre de ces principes.

Marc De Tollenaere, Analyste de politiques, marc.detollenaere@oecd.org

Introduction

1. La démocratie nécessite la présence d'un public bien informé. La liberté d'expression, l'indépendance des médias et l'accès à l'information sont les pierres angulaires de la démocratie. La capacité des citoyens à recevoir des informations précises et impartiales est fondamentale pour prendre des décisions politiques et économiques saines, construire des sociétés justes et équitables et poursuivre un développement et une paix significatifs et durables. Cette capacité exige à son tour la présence de journalistes pouvant produire en toute sécurité un contenu de qualité, quel que soit leur sexe, de médias pouvant fonctionner avec des ressources suffisantes et sans ingérence indue, et des écosystèmes d'information¹ fondés sur des cadres respectueux des droits de l'homme, de l'égalité entre les genres et de l'utilisation éthique de la technologie.

2. Un système de médias indépendants qui fonctionne bien est essentiel au développement social et économique durable et constitue un rempart pour des sociétés pacifiques et économiquement prospères. Un plus grand engagement des citoyens², une plus grande responsabilité³ et une diminution de la corruption⁴ sont tous attribuables à la présence de médias d'information professionnels. Un secteur de l'information dynamique est également fondamental en tant que première ligne de défense contre le recul démocratique et l'autocratisation, dont la première étape consiste souvent à saper la liberté des médias et leur viabilité financière⁵. Des médias d'information crédibles éclairent les questions sociales, économiques et politiques cruciales pour garantir une société civile bien informée et la responsabilisation de l'industrie et des intérêts privés.

3. Les normes internationales reconnaissent depuis longtemps l'importance de la liberté d'expression et des médias, notamment dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier l'article 19 ; [l'Observation générale sur l'article 19 : liberté d'opinion et liberté d'expression](#) ; la Déclaration de Windhoek de 1991 pour le développement d'une presse libre, indépendante et pluraliste et les [déclarations ultérieures](#) ; et divers autres instruments aux niveaux mondial et régional, y compris la [cible 16.10 des Objectifs de développement durable](#).

4. En 2014, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié une série de lignes directrices sur [La Responsabilité et la gouvernance démocratique : Orientations et principes pour le développement](#). Destinées à la communauté de l'aide au développement, ces lignes directrices visent à inspirer "de nouvelles approches de la prise de risque, de l'analyse et de

1 Pour une définition pratique, voir Internews, [Mapping Information Ecosystems to Support Resilience](#) (2015): "Les écosystèmes d'information sont des systèmes adaptatifs complexes qui comprennent des infrastructures d'information, des outils, des médias, des producteurs, des consommateurs, des conservateurs et des partageurs. Ce sont des organisations complexes de relations sociales dynamiques à travers lesquelles l'information se déplace et se transforme en flux."

2 Larizza, M. (2017). World Bank World Development Report (Spotlight 12: The Media).

3 Voir par exemple, Groves, D. W., Grossman, G., Humphreys, M., Jatieh, S., Marshall, J., Riaz, Z., Slough, T., & Wilke, A. (2022). Media and Accountability in Competitive Authoritarian Regimes Latest Version.; et Reinikka, R., and Svensson, J. 2005. Fighting corruption to improve schooling: Evidence from a newspaper campaign in Uganda. Journal of the European Economic Association, Vol. 3, No. 2-3, pp. 259-6.

4 Voir par exemple, Freille, S., Haque, M.E., et Kneller, R. 2007. A contribution to the empirics of press freedom and corruption. European Journal of Political Economy, Vol. 23, No. 23, pp. 838-62; et Brunetti, A., & Weder, B. (2003). A free press is bad news for corruption. Journal of Public Economics, 87(7-8).

5 <https://www.cima.ned.org/publication/tipping-point-democratic-erosion-and-the-assault-on-press-freedom/>

la programmation autour des systèmes de responsabilité et des efforts de 'ne pas nuire' dans l'engagement politique". Outre des domaines tels que les élections, les partis politiques et les parlements, les lignes directrices comprennent un [chapitre consacré à l'aide aux médias](#), qui reconnaît le rôle central et puissant des médias⁶ et préconise un certain nombre de principes stratégiques pour intégrer l'aide aux médias dans le cadre plus large de l'aide au développement.

5. Beaucoup de choses ont changé au cours des dix années qui se sont écoulées depuis que ces principes ont été introduits pour la première fois. Des forces financières, sociales, politiques et technologiques font peser une menace sans précédent sur les médias en tant qu'institution démocratique, sur le journalisme en tant que profession et sur l'information en tant que bien public. En particulier, l'essor des nouvelles technologies, y compris les réseaux sociaux, a eu des conséquences considérables sur les écosystèmes de l'information. L'écosystème mondial actuel de l'information est de plus en plus dominé par des médias non traditionnels, ce qui a eu des conséquences positives pour le dynamisme du débat public, mais qui a également facilité une augmentation significative de la désinformation et des discours de haine. Le nouvel espace de l'information a également entraîné l'effondrement du modèle économique traditionnel du journalisme. Conjugées à la mainmise de l'État sur les intérêts des médias, aux menaces qui pèsent sur la sécurité des journalistes, à la baisse de la confiance du public dans le journalisme et à la montée de l'autoritarisme, ces tendances font peser une menace existentielle sur l'intégrité des médias et de l'information libres et indépendants et, partant, sur la démocratie elle-même.

6. La nature complexe et interdépendante de ces défis exige une approche nouvelle et sophistiquée de l'aide au développement. Il est nécessaire de soutenir davantage et mieux les médias et le journalisme, dans le contexte d'un écosystème de l'information plus large. Les principes de 2014 considéraient l'aide aux médias comme un soutien à "l'indépendance éditoriale, la viabilité financière, la capacité professionnelle et une société civile vivante". Près de dix ans plus tard, l'urgence des besoins appelle un engagement renouvelé et accru pour une assistance plus stratégique et alignée aux défis actuels, adoptant une approche plus holistique et systémique des médias d'intérêt public⁷, et apportant de l'équilibre au sein des tensions croissantes entre la lutte contre la désinformation et le respect de la liberté d'expression et de la construction de l'opinion - le tout dans le contexte de technologies de l'information en constante évolution, y compris l'intelligence artificielle.

7. Ce document présente un premier projet de principes qui définissent ce que pourrait être un soutien pertinent et efficace aux médias et à l'espace de l'information. Ces principes s'adressent avant tout aux agences de développement du CAD, dont les 32 membres comptent parmi les plus grands fournisseurs d'APD au monde. Ils s'adressent également aux praticiens et aux organisations de soutien aux médias, aux médias locaux, aux gouvernements nationaux, aux parlements, aux partis politiques, aux décideurs internationaux, aux fondations privées et aux investisseurs, ainsi qu'aux autres parties prenantes concernées par l'avenir des médias et du soutien aux médias. Les principes découlent et répondent aux consultations menées par le [Global Forum for Media Development](#) (GFMD) et le [Center for International Media Assistance](#) (CIMA), qui, entre

6 "Les médias fournissent des nouvelles et des informations au public, mettent des questions à l'ordre du jour et facilitent le débat public et la discussion. Ils servent de veilleurs de l'intérêt public et demandent des comptes aux acteurs étatiques et non étatiques. Les médias sont essentiels à la bonne gouvernance : ils créent les conditions d'un dialogue politique inclusif et fournissent une plateforme pour une large participation aux processus politiques actuels".

7 Pour une définition pratique, voir [Enabling Media Markets to Work for Democracy : An International Fund for Public Interest Media](#) (2021), qui définit les médias d'intérêt public comme "des médias libres et indépendants, qui existent pour informer les gens sur les questions qui façonnent leur vie, d'une manière qui sert le public plutôt qu'un intérêt politique, commercial ou de faction, pour permettre le débat public et le dialogue dans toute la société, et pour demander des comptes à ceux qui sont au pouvoir au nom de l'intérêt public".

décembre 2021 et juin 2022, ont recueilli les contributions de représentants d'organismes donateurs bilatéraux, d'organisations de mise en œuvre, de groupes de la société civile et d'experts en développement des médias par le biais de près de 200 discussions en personne et en ligne.⁸

8. En novembre 2022, le réseau du CAD sur la gouvernance a convenu d'élaborer de nouveaux principes, reconnaissant la nécessité de veiller à ce que la réponse internationale à la crise du secteur des médias s'adapte mieux aux évolutions rapides de l'espace de l'information. Le même mois, le groupe intergouvernemental du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) de l'UNESCO a également voté en faveur du processus d'élaboration de ces principes.⁹ Le présent document reflète cette intention.

Pourquoi l'aide publique au développement (APD) aux médias d'intérêt public et à l'intégrité de l'information est-elle importante pour les acteurs du développement ?

9. Le CAD définit l'aide publique au développement (APD) comme "l'aide gouvernementale qui promeut et cible spécifiquement le développement économique et le bien-être des pays en développement". La compréhension de cette définition a évolué au fil du temps, reconnaissant, par exemple, l'émergence de "fournisseurs non membres du CAD ou de fondations philanthropiques, la diversification des instruments financiers pour le développement, ou le chevauchement croissant des objectifs de la politique de coopération au développement avec ceux d'autres secteurs tels que la migration et la sécurité".¹⁰ En 2021, à l'occasion de son 60e anniversaire, l'OCDE a publié sa vision pour la prochaine décennie, dans laquelle les membres de l'OCDE réaffirment non seulement leur engagement en faveur de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme, mais reconnaissent également que le monde change radicalement, notamment en raison des crises financières mondiales, de la pandémie de COVID-19, des défis posés par le changement climatique et de l'accroissement des inégalités et de la vulnérabilité.¹¹

10. Cet engagement renouvelé reconnaît également le rôle clé des écosystèmes d'information, les membres de l'OCDE s'engageant à "soutenir les sociétés ouvertes à l'ère du numérique et des données". Cela inclut l'intention de "faire progresser les réponses aux défis de la numérisation, y compris la nécessité de développer de nouvelles compétences, l'évolution du modèle traditionnel de travail et des modes d'activité, la nécessité d'actualiser la politique de la concurrence, la nécessité de se prémunir contre les menaces qui pèsent sur la démocratie, la sécurité numérique et la vie privée et de lutter contre la désinformation en ligne".

11. En 2022, lors du Forum mondial et de la réunion ministérielle sur l'instauration de la confiance et le renforcement de la démocratie, l'OCDE a lancé l'[Initiative pour le renforcement de la démocratie](#), qui vise à fournir des orientations fondées sur des données probantes et de bonnes pratiques internationales pour aider les pays à renforcer les valeurs et les institutions démocratiques.¹² Parmi les cinq piliers de l'initiative figurent la lutte

8 Pour plus de détails sur le processus de consultation, voir [Renewing the principles for effective media development and support to journalism](#).

9 https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383161_fr.

10 <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aide-publique-au-developpement.htm>

11 https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=1110_1110967-8td67ksb5m&title=Avoir-confiance-dans-la-cooperation-mondiale-Mathias-Cormann.

12 Voir également [l'enquête de l'OCDE sur les moteurs de la confiance dans les institutions publiques dans les pays de l'OCDE](#).

contre la désinformation et la transformation de la gouvernance publique pour la démocratie numérique. En outre, l'OCDE a adopté la [Déclaration sur l'instauration de la confiance et le renforcement de la démocratie](#), qui comprend, entre autres, les déclarations suivantes :

- la reconnaissance du fait que "des médias et des écosystèmes d'information libres, pluralistes et résilients sont essentiels pour les démocraties"
- la reconnaissance des risques que des écosystèmes d'information déstabilisés font peser sur les valeurs de la démocratie, la défense des droits de l'homme et les droits des minorités et des groupes vulnérables
- un engagement à lutter contre la désinformation/mésinformation tout en protégeant la liberté d'expression.

12. En effet, l'érosion de la confiance est devenue l'une des principales préoccupations de l'écosystème de l'information, notamment en raison de l'utilisation agressive de "fake news" ou fausses informations. Le [Baromètre Trust 2023 d'Edelman](#) montre que deux personnes interrogées sur cinq (42 %) considèrent les journalistes comme une force de division dans la société. Bien qu'aucune source majeure ne fasse l'objet d'une confiance universelle en matière d'informations générales, la confiance dans les médias traditionnels reste nettement plus élevée (59 %) que la confiance dans les réseaux sociaux (seulement 41 %).¹³

13. Les médias d'intérêt public et l'intégrité de l'information sont toutefois de plus en plus menacés. Le [rapport 2022 de l'UNESCO sur les tendances mondiales : le journalisme en tant que bien public](#) révèle qu'au cours des cinq dernières années, environ 85 % de la population mondiale a connu un recul de la liberté de la presse dans son pays. De 2016 à la fin de 2021, l'UNESCO a enregistré l'assassinat de 455 journalistes, morts pour leur travail ou dans l'exercice de leurs fonctions. Dans le même temps, l'emprisonnement des journalistes a atteint des sommets. De même, en 2022 le [Varieties of Democracy \(V-Dem\) Institute](#) a observé un nombre record de 35 pays souffrant d'une détérioration significative de la liberté d'expression du fait de l'action de gouvernements - contre seulement cinq pays il y a dix ans. V-Dem a également constaté que le harcèlement et la censure des médias se sont aggravés dans 21 des 33 pays considérés comme "autocratiques". Selon le classement de la RSF [World Press Freedom Index 2023](#), la situation est "bonne" ou "satisfaisante" dans seulement 52 pays sur 180. En d'autres termes, l'environnement du journalisme est "mauvais" dans sept pays sur dix.

14. En outre, une grande partie du problème réside dans le fait que les modèles commerciaux traditionnels et la viabilité financière du secteur des médias sont confrontés à de sérieux défis.¹⁴ Les recettes publicitaires se sont massivement déplacées des médias traditionnels vers les plateformes de réseaux sociaux, et la diffusion et les ventes de la presse écrite sont en net recul. Le lectorat et les marchés publicitaires se déplaçant en ligne, les recettes publicitaires des journaux ont chuté de près de moitié au cours de la période de dix ans qui s'achèvera en 2019.¹⁵ Dans les pays à revenu faible et intermédiaire en particulier, les médias opèrent dans un environnement commercial et politique instable et avec un accès limité aux capitaux d'investissement, à la philanthropie et au soutien du gouvernement. Même dans les pays qui ont une longue tradition de sauvegarde d'un

13 2023 Edelman Trust Barometer, Global Report, p. 52. <https://www.edelman.com/trust/2023/trust-barometer>

14 Voir par exemple le rapport Economist Impact "Breaking news: the economic impact of Covid-19 on the global news media industry", mars 2022

15 UNESCO, [Tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias : Rapport mondial 2021/2022](#), Paris 2022.

journalisme libre et indépendant, les transformations financières et technologiques ont contraint les organes de presse, en particulier ceux qui desservent les communautés locales, à fermer leurs portes¹⁶ Dans certains cas, les médias contrôlés par l'État fournissent des services de dépêches gratuits ou à bas prix, au détriment des fournisseurs d'informations d'intérêt public concurrents. La pandémie de COVID-19 et son impact économique mondial ont exacerbé ces tendances, qui menacent maintenant de créer un événement de "niveau d'extinction" pour les organes de presse indépendants.¹⁷

15. La violence basée sur le genre (VBG), qu'elle soit numérique ou physique, constitue une attaque contre la démocratie elle-même, car elle conduit à l'autocensure (les femmes se retirent de la sphère publique en raison du harcèlement). Plus d'un tiers des femmes journalistes ont évité de faire certains reportages en raison des menaces, des intimidations ou des agressions qu'elles subissent. Près de la moitié des femmes journalistes sont victimes d'abus en ligne, selon International Media Support (IMS)¹⁸.

16. Ces dernières années, de nombreuses initiatives ont vu le jour pour tenter de répondre à cette grave crise. Il s'agit notamment de:

- [L'Initiative internationale pour l'information et la démocratie](#), menée par les États membres de cette initiative et Reporters sans frontières, qui a conduit à : 1) l'approbation par 43 pays du [Partenariat international pour l'information et la démocratie](#), définissant les principes de l'espace mondial de communication et d'information et 2) la création du [Forum sur l'information et la démocratie](#) pour développer ces principes et émettre des recommandations concrètes en matière de régulation et d'autorégulation.
- La [Media Freedom Coalition](#) (MFC), établie en 2019 en tant que partenariat de plus de 50 pays, qui défend la liberté des médias, y compris la sécurité des journalistes et des travailleurs des médias, par une combinaison d'efforts de plaidoyer, d'interventions diplomatiques, de soutien aux réformes juridiques, d'événements internationaux et de financement d'initiatives en faveur de la liberté des médias. La MFC dispose d'un groupe de travail consacré au développement des médias.
- La [Cohorte sur la liberté des médias](#), lancée en 2021 dans le cadre du premier Sommet pour la démocratie et coprésidée par les Pays-Bas, le Canada et Internews, qui visait à protéger la sécurité des journalistes, à faire progresser la liberté d'expression et à renforcer l'indépendance et la diversité des médias. (À la suite du Sommet de 2023, la Cohorte se poursuit désormais dans le cadre de la MFC.)
- Le [Fonds international pour les médias d'intérêt public](#) (IFPIM), créé en 2021, est une initiative multipartite conçue pour diagnostiquer et relever les défis auxquels sont confrontés les médias d'intérêt public dans les pays à revenus faibles et intermédiaires et pour aider à identifier les voies vers leur viabilité à long terme.
- L'[International Media Policy and Advisory Centre](#) (IMPACT), créé par le FMMD, qui vise à fournir aux donateurs, aux bailleurs de fonds, aux décideurs politiques et aux praticiens le travail de base nécessaire pour prendre des décisions éclairées et fondées sur des données probantes concernant le développement des médias, les

16 Rapport Economist Impact "[Breaking news": the economic impact of Covid-19 on the global news media industry](#)"

17 <https://www.theguardian.com/media/2020/apr/09/coronavirus-us-newspapers-impact>

18 [Virtual but real: Online violence against women journalists](#) | IMS (mediasupport.org)

stratégies de soutien au journalisme, ainsi que la programmation, le financement et le plaidoyer.

- La [Journalism Trust Initiative](#) (JTI) lancée en 2018 par RSF (Reporters sans frontières), est une norme internationale, un label pour mettre en valeur et promouvoir un journalisme digne de confiance. La JTI vise à créer un espace d'information plus sain en développant et en mettant en œuvre des indicateurs de fiabilité du journalisme. Elle vise aussi à promouvoir et récompenser le respect des normes et de l'éthique professionnelles. À ce jour, plus de 850 organisations médiatiques de 80 pays sont engagées dans le processus de la JTI.

17. Dans le cadre de la Cohorte pour la liberté des médias du Sommet pour la démocratie, plusieurs organisations et États se sont engagés à travailler avec le réseau du CAD sur la gouvernance pour mettre à jour les principes existants en matière d'aide aux médias afin qu'ils répondent mieux au contexte actuel et qu'ils soient plus opérationnels. Parmi les organisations et les États qui ont pris cet engagement figurent le groupe de travail sur le développement des médias de la Coalition pour la liberté d'information, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), le Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, le FMMD et le CIMA. Ceci est conforme à un engagement de GovNet dans son programme de travail 2023-2024.

18. Exploitant les possibilités croissantes d'action coordonnée offertes par les initiatives susmentionnées, les projets de principes ci-dessous s'inspirent des principes originaux de 2014 (accessibles dans [Accountability and Democratic Governance: Orientations and Principles for Development](#)) ainsi que des documents de politique internationale : la [Déclaration Windhoek+30](#), l'[Agenda 2030 pour le développement durable](#), l'[Accord de Paris](#), la Recommandation 2021 du CAD sur la participation de la société civile à la coopération pour le développement et à l'aide humanitaire, et un nombre croissant de preuves et de recherches issues de l'apprentissage et de l'évaluation fondés sur la pratique et d'enquêtes universitaires sur le développement des médias.

Qu'avons-nous appris des efforts déployés par l'APD pour améliorer l'espace de l'information ?¹⁹

19. Les membres du CAD soutiennent le développement de médias indépendants depuis la Seconde Guerre mondiale. Cette aide est devenue plus systématique et plus structurée dans les années 1990, après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique, lorsque ce soutien s'est avéré essentiel pour la transition des systèmes médiatiques contrôlés par l'État et précédemment à parti unique. Dans les années qui ont suivi, les programmes de développement des médias se sont étendus à l'ensemble de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine et du Moyen-Orient, répondant à une diversité de contextes. Ceux-ci vont des États fragiles et en proie à des conflits aux pays en transition prenant des mesures de réforme, en passant par les économies plus avancées à revenus intermédiaires où les médias sont prometteurs en termes de croissance et d'investissement.

¹⁹ Cette partie sera enrichie et mise à jour avec les résultats et les données de la cartographie de GovNet et de l'examen qualitatif de l'APD dans l'espace de l'information qui est en cours.

20. Malgré des décennies de recherche sur le rôle vital des médias d'intérêt public et des écosystèmes d'information sains pour le développement, le soutien international au secteur a stagné à une fraction minuscule de l'APD, à peine 0,3 %²⁰. Ce niveau de soutien n'est pas suffisant pour relever les défis évoqués ci-dessus. En outre, seul un petit nombre de donateurs soutiennent ce secteur. Entre 2010 et 2019, 68 % de l'APD totale pour le développement des médias et des systèmes d'information - à l'exclusion des dépenses pour la radiodiffusion internationale comme Deutsche Welle et BBC World Service - a été fournie par six membres du CAD : États-Unis (21 %), Allemagne (17 %), Suède (10 %), Japon (7 %), France (7 %) et Royaume-Uni (6 %)²¹. En résumé, seuls quelques donateurs fournissent l'essentiel de l'aide aux médias, une part relativement faible est attribuable aux pays, et un segment croissant va aux entreprises publiques, ce qui ne laisse qu'une fraction des 0,3 % qui atteignent les médias dans les pays partenaires.

21. Le soutien au secteur des médias en tant que pourcentage du soutien total à la gouvernance était de 0,3 % en 2021,²² une contribution d'APD nettement modeste pour un secteur qui joue un rôle de catalyseur dans l'instauration de la responsabilité et de la gouvernance démocratique et dans le respect des droits de l'homme. Cela indique également que le soutien aux médias d'intérêt public et à l'intégrité de l'information n'est pas encore apparu comme une priorité claire pour les membres du CAD. Ce niveau de financement relativement faible s'accompagne d'un scepticisme à l'égard de l'aide aux médias et de difficultés à en démontrer l'impact.²³

22. Une autre partie du problème réside dans le fait que le soutien des donateurs au secteur des médias n'est pas aussi efficace qu'il pourrait l'être. Le soutien des donateurs au secteur comprend des cours génériques de courte durée sur le journalisme et l'utilisation des médias pour atteindre des objectifs de développement plus larges tels que la modification des stéréotypes de genre, la sensibilisation au changement climatique, etc. Si ces derniers sont des objectifs louables en soi, ils n'aident pas les médias à développer la résilience dont ils ont besoin pour relever les principaux défis auxquels ils sont confrontés.²⁴ Il existe également un manque de coordination entre les donateurs et des mandats qui se chevauchent ou se concurrencent entre les institutions de politique étrangère et de développement.

23. Malgré ces défis, une communauté d'organisations de développement des médias et de soutien au journalisme a vu le jour, avec notamment la création du FMMD en 2005 et du CIMA en 2006 - les organisations qui ont géré les consultations menant à l'élaboration des principes ci-dessous. Cette communauté possède des années d'expérience dans une variété d'environnements difficiles et a continué à affiner ses connaissances et son expertise. L'accent mis sur la recherche et l'apprentissage en vue d'améliorer la pertinence et l'efficacité de l'aide a suivi, de même que les innovations et les améliorations. Les bailleurs de fonds du développement des médias ont contribué à affiner les outils de diagnostic, à promouvoir la co-crédation d'agendas au niveau national, à développer des

20 CIMA. 2022. Official Development Assistance to Media Development: Preliminary Analysis of OECD-DAC Data. Soumis au réseau CAD GovNet, 7 nov. 2022.

21 Ibid.

22 Basé sur le reporting de l'APD aux "médias et à la libre circulation de l'information" dans le Creditor Reporting System de l'OCDE..

23 Voir par exemple, Arsenault, A et Powers, S. (2010), The Media Map Project: Review of Literature, n.p.: Media Map Project; Nelson, M. et Susman-Peña, T. (2012), Rethinking Media Development: A Report on the Media Map Project, Washington, DC: Internews; et Odugbemi, S. et Norris, P. (2010), 'Assessing the extent to which the news media act as watchdogs, agenda setters, and gatekeepers', dans P. Norris (ed.), Public Sentinel: News Media and Governance Reform, Washington, DC: The World Bank, pp. 379-94.

24 Voir par exemple: GFMD, [Transforming Media Development. Recommendations for Effective Funding and Collaboration](#); ou [IFPIM Feasibility study](#), pp31-32.

réseaux locaux multipartites et à encourager la coordination au niveau régional et national. Certains ont également expérimenté des modalités d'aide, telles que des garanties de prêt pour financer les petites et moyennes entreprises de médias indépendantes dans les marchés émergents présentant des contextes politiques plus risqués. Les réseaux transfrontaliers de journalisme d'investigation et les pépinières d'entreprises de médias durables font partie des nombreuses nouvelles initiatives dans ce domaine.

24. Des évaluations plus récentes de l'aide à la démocratie montrent que le soutien ciblé aux médias libres a plus de chances d'avoir un effet positif sur la démocratisation que d'autres formes d'aide au développement.²⁵ Cette constatation s'aligne sur des résultats de recherche plus larges concernant le rôle critique des médias dans les systèmes démocratiques. Il a été prouvé qu'une couverture médiatique de qualité favorise l'engagement démocratique (par exemple en Sierra Leone²⁶ et au Mozambique²⁷) et accroît la capacité du gouvernement à répondre aux besoins des citoyens (par exemple en Inde²⁸). La couverture médiatique de la politique a également un impact positif en amplifiant d'autres interventions en matière d'information, telles que la retransmission télévisée des débats électoraux (en Sierra Leone²⁹ et en Ouganda³⁰), la publication des fiches d'évaluation des citoyens (par exemple en Inde³¹), et la diffusion des résultats des audits gouvernementaux (au Brésil³² et au Mexique³³).

25. Le travail de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), qui a mené les projets Panama Papers, Paradise Papers, FinCEN Files et Pandora Papers, est un autre exemple essentiel de la valeur du soutien aux interventions des médias. Étant les plus grandes enquêtes transfrontalières de l'histoire du journalisme, leurs résultats ont contribué à déclencher des investigations et ont incité les gouvernements à mener des enquêtes et à procéder à des réformes législatives dans plus de 70 pays. Dans de nombreux cas, ils ont permis aux forces de l'ordre d'identifier et de geler des avoirs volés, ce qui montre à la fois l'importance de ce travail et la véracité des allégations qu'il met en avant. Ces révélations ont permis de demander des comptes à des individus puissants, de stimuler les enquêtes criminelles, d'encourager les réformes législatives et de recouvrer des milliards de dollars en impôts et pénalités. Les mesures prises par les gouvernements ont permis de récupérer

25 Gisselquist, R. M., Niño-Zarazúa, M., and Samarin, M. (2021). "Does aid support democracy? A systematic review of the literature" WIDER Working Paper (Issue 14). More detail available in Niño-Zarazúa, Gisselquist, Horigoshi, Samarin, and Sen (2020), 'Effects of Swedish and International Democracy Aid', EBA Report 2020:07, the Expert Group for Aid Studies (EBA), Sweden.

26 Casey (2015) '[Crossing Party Lines: The Effects of Information on Redistributive Politics](#),' American Economic Review 105(8), 2410-2448

27 Gracio & Vicente (2021) '[Information, Get-out-the-vote Messages, and Peer Influence: Causal Effects on Political Behaviour in Mozambique](#),' Journal of Development Economics 151, 102665.

28 Besley & Burgess (2002) '[The Political Economy of Government Responsiveness: Theory and Evidence from India](#),' The Quarterly Journal of Economics, 117(4), 1415-1451

29 Bidwell, Casey & Glennerster (2018) '[Debates: Voting and Expenditure Responses to Political Communication](#),' Journal of Political Economy 128(8), 2880-2924

30 Platas & Raffler (2019). '[Meet the Candidates: Field Experimental Evidence on Learning from Politician Debates in Uganda](#)' dans Dunning, Grossman, Humphreys, Hyde, McIntosh, et Nellis (eds), Information, Accountability, and Cumulative Learning: Lessons from Metaketa. New York: Cambridge University Press.

31 Banerjee, Kumar, Pande & Su (2011) '[Do Informed Voters Make Better Choices? Experimental Evidence from Urban India](#),' Working Paper, Massachusetts Institute of Technology

32 Ferraz & Finan (2008) '[Exposing corrupt politicians: the effects of Brazil's publicly released audits on electoral outcomes](#),' The Quarterly Journal of Economics, 123(2) 703-745

33 Larreguy, Marshall & Snyder (2020) '[Publicizing Malfeasance: When the Local Media Structure Facilitates Electoral Accountability in Mexico](#),' The Economic Journal, 130(631), 2291-2327

1,4 milliard de dollars d'impôts et de pénalités au cours des cinq années qui ont suivi la publication des Panama Papers.

26. Bien que le soutien aux médias ne représente qu'une faible proportion de l'APD totale, certains donateurs accordent la priorité à ce domaine et réfléchissent à la manière de rendre leur soutien plus efficace. Les principaux bailleurs de fonds pour le développement des médias, tels que la Coopération suisse au développement (SDA) et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, ont révisé leurs stratégies de soutien aux médias. Une [note d'orientation de la DDC sur l'aide aux médias](#), par exemple, aurait aidé l'agence à améliorer la qualité du financement des médias.

27. Le CAD/GovNet a également pris de nombreuses mesures, notamment un dialogue politique sur le développement des médias en 2019 visant à redonner la priorité aux médias dans l'agenda de la gouvernance ; [une vue d'ensemble de l'APD pour la gouvernance entre 2010 et 2019](#), qui a démontré que les investissements de l'APD en faveur des médias et de l'information étaient limités ; une composante spécifique dans le cadre du programme de travail et du budget 2023-2024 de GovNet ³⁴; et des webinaires et des réunions sur des questions telles que les fausses informations/désinformations et la viabilité des médias. Ces événements ont été accueillis par des appels à GovNet et au CAD à mettre davantage l'accent sur l'intégrité des médias et de l'information, afin de fournir des orientations plus claires sur la façon dont l'APD pourrait avoir un impact plus significatif.

28. Le projet de principes ci-dessous réunit ces multiples facteurs : le rôle vital des médias et du journalisme dans le développement et la démocratie, la gravité des crises auxquelles sont confrontés les médias d'intérêt public et l'intégrité de l'information, les initiatives émergentes visant à améliorer l'innovation et la coordination, et la compréhension croissante de l'efficacité de l'aide et du développement, ainsi que de l'impact de l'assistance.

34 "Stratégies efficaces d'APD pour défendre et promouvoir l'intégrité des écosystèmes d'information dans un contexte d'autocratisation", qui comprend les objectifs suivants : 1) Mieux comprendre les stratégies efficaces d'APD pour soutenir la capacité et l'impact des médias d'intérêt public, 2) Mieux comprendre comment l'APD peut soutenir l'intégrité de l'information et répondre à la montée de la désinformation, 3) Améliorer la prise de conscience des opportunités et des contraintes des technologies numériques sur les écosystèmes d'information, en mettant l'accent sur le rôle de l'APD.

Principes proposés pour un soutien pertinent et efficace de l'APD aux médias et à l'espace de l'information

Les principes ci-dessous visent à redynamiser le soutien international aux médias et à l'espace de l'information. Ils visent à encourager les donateurs actuels à accroître leurs niveaux d'assistance et à améliorer la pertinence et l'efficacité de leur soutien actuel pour préserver et promouvoir l'intégrité des médias et de l'information. Ils visent également à inciter les donateurs potentiels à envisager de soutenir ce secteur. Les donateurs devront s'inspirer de ces principes pour orienter leur soutien si l'APD doit répondre aux changements majeurs auxquels l'environnement mondial de l'information est actuellement confronté.

Nous suggérons aux donateurs de suivre les principes ci-dessous pour améliorer le niveau, la pertinence et l'efficacité de leur soutien à l'environnement des médias et de l'information. L'un des principes, celui de "ne pas nuire aux médias d'intérêt public", est conçu comme une norme minimale que tous les donateurs sont censés respecter. Les autres principes sont plus ambitieux, cherchant à servir de guide et d'inspiration aux donateurs pour accroître l'efficacité de leur soutien.

1. Accroître le soutien aux médias d'intérêt public et aux environnements d'information sains, en tant que réponse critique à l'autoritarisme et au recul de la démocratie.

Il s'agit notamment:

- D'augmenter le volume global de soutien aux médias et à l'espace de l'information.
 - D'intégrer l'aide aux médias et à l'espace de l'information comme un élément essentiel de la réponse des donateurs de l'OCDE à la montée de l'autoritarisme et de la désinformation (ainsi qu'une contribution à la démocratie et au développement).
 - D'incorporer le soutien au secteur des médias et de l'information dans les politiques ou stratégies plus larges de coopération au développement, d'aide humanitaire et de consolidation de la paix (par exemple, dans les efforts de soutien à la lutte contre la corruption, aux élections, à l'engagement des citoyens, à l'égalité des genres et à d'autres objectifs de gouvernance).
- 2. Adopter une perspective systémique globale** pour soutenir l'environnement des médias et de l'information afin de rendre le soutien plus efficace et plus durable. Considérer l'environnement des médias et de l'information comme un secteur de développement en soi, un élément essentiel des efforts visant à promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité des genres et le développement (ainsi qu'un secteur qui peut soutenir la mise en œuvre d'autres objectifs de développement).

Il s'agit notamment:

- D'adopter une approche holistique et systémique de l'environnement des médias et de l'information, qui tient compte de ses dimensions juridiques, politiques, économiques, sexospécifiques, technologiques et sociétales.

- D'adopter une approche à long terme de l'aide aux médias, en reconnaissant que l'autonomisation des parties prenantes et des systèmes concernés nécessite du temps et une programmation stratégique à long terme.
 - D'élaborer des diagnostics solides et actualisés de l'espace de l'information dans chaque pays sur la base de données et d'éléments probants, y compris une évaluation des besoins spécifiques des organisations de médias d'intérêt public dans un pays donné.
 - De soutenir un large éventail de médias, de journalisme et d'acteurs de l'information, notamment la presse écrite, la radiodiffusion, les nouveaux médias et les réseaux sociaux, la production de vidéos de longue et de courte durée, la baladodiffusion, les médias en phase de démarrage, les hybrides à but non lucratif, les médias dans les langues minoritaires, les médias sensibles à la dimension de genre et transformateurs, etc.
 - De soutenir les modèles économiques des médias afin d'améliorer la résilience et la viabilité financières des organisations, en leur permettant de survivre tout en évitant une dépendance excessive à l'égard du soutien des donateurs.
 - De soutenir l'environnement général favorable aux médias et à l'information, y compris le système juridique et réglementaire, les organisations représentant les médias telles que les associations de journalistes ou de rédacteurs en chef, les chercheurs sur les médias, les observateurs des médias, les organisations et les coalitions de défense des droits.
 - Le cas échéant, de relier les investissements dans les infrastructures de l'espace de l'information (télécommunications, large bande, etc.) aux initiatives visant à préserver l'intégrité de l'information.
 - D'évaluer et gérer l'environnement politique en faveur de l'indépendance des médias et de l'intégrité de l'information, y compris par le biais d'incitations pour les gouvernements désireux de s'attaquer aux problèmes systémiques au niveau national. Il peut s'agir de suivre l'évolution du contexte national, de se préparer et de réagir aux signes de recul démocratique.
 - De soutenir l'engagement dans les forums multipartites nationaux et mondiaux, y compris les débats politiques, l'établissement de normes, les échanges d'expériences et le partage d'informations.
 - De concevoir et soutenir les efforts visant à lutter contre la désinformation par la réglementation, la vérification des faits et l'amélioration de l'éducation aux médias.
- 3. Renforcer le leadership et l'appropriation au niveau local**, en donnant aux partenaires des médias ainsi qu'aux autres acteurs de l'espace de l'information les moyens de participer de manière significative aux politiques et aux programmes.
- Il s'agit notamment:
- De soutenir les diagnostics de l'environnement des médias et de l'information menés au niveau local et partager publiquement les données et les évaluations.
 - De contextualiser les risques et les opportunités pour l'intégrité des médias et de l'information d'intérêt public, en adaptant l'assistance à chaque contexte individuel.

- De veiller à ce que les mesures d'assistance restent ancrées dans les réalités locales, qu'elles partent de la base, qu'elles soient fondées sur des données probantes et qu'elles soient déterminées par la demande.
 - De tenir compte des principes et des normes de diversité, d'égalité, d'inclusion et d'accessibilité fondés sur les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme.
 - D'inciter les responsables internationaux de la mise en œuvre à travailler avec des partenaires locaux et régionaux.
 - De garantir une participation significative des acteurs locaux aux diagnostics, à la définition des priorités, à la conception, à la budgétisation, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques et des programmes.
 - D'accroître la disponibilité et l'accessibilité d'un soutien direct, flexible et fiable, y compris un financement de base et un financement à plus long terme, le cas échéant et dans la mesure du possible.
- 4. Améliorer la coordination du soutien à l'environnement des médias et de l'information,** à la fois entre les différents donateurs et entre les efforts de développement et les efforts diplomatiques visant à soutenir la liberté des médias.

Il s'agit notamment de :

- Promouvoir la coordination des donateurs au niveau national et mondial, y compris les possibilités de diagnostics conjoints, menés au niveau local.
 - Veiller à ce que les efforts de coordination dans les différents pays impliquent des partenaires locaux.
 - Rationaliser les exigences administratives en matière de soutien afin de réduire les coûts de transaction pour les acteurs et les fournisseurs et d'intégrer des processus adaptatifs et flexibles dans la gestion des résultats du financement.
 - Veiller à ce que les efforts diplomatiques visant à protéger la liberté des médias reconnaissent également l'importance de soutenir l'environnement des médias et de l'information par le biais de l'APD.
- 5. Veiller à ce que l'aide ne porte pas préjudice aux médias d'intérêt public.**

Il s'agit notamment:

- De veiller à ce que l'engagement renforce les normes démocratiques, les normes et principes des droits de l'homme, la viabilité des médias, l'éthique des journalistes et l'intégrité de l'information.
- D'éviter les approches qui déplacent les acteurs locaux, faussent les salaires ou créent une "fuite des cerveaux" du secteur.
- De veiller à ce que l'aide soit sensible au genre et transformatrice du point de vue du genre afin de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans le contenu des médias, la couverture médiatique, les reportages et les pratiques éditoriales, les politiques d'autorégulation en matière d'égalité, les stratégies commerciales et l'élaboration des politiques publiques.
- De s'efforcer que toute utilisation des médias pour atteindre d'autres objectifs de développement ("médias pour le développement") respecte les normes

journalistiques de qualité, de professionnalisme et d'indépendance, ne nuise pas à la résilience des médias et soit coordonnée avec le développement des médias en tant que secteur ayant ses propres besoins.

- D'exiger des responsables de la mise en œuvre qu'ils respectent les normes professionnelles les plus élevées en matière de journalisme et de mise en œuvre de programmes dans le secteur des médias.

6. Investir dans la connaissance, la recherche et l'apprentissage.

Il pourrait s'agir:

- De s'appuyer sur l'expérience des institutions de développement des médias qui disposent d'une expertise technique, de réseaux locaux et mondiaux et d'un historique de réussite.
- De prendre en compte le nombre croissant de recherches et d'analyses dans le diagnostic et la conception des programmes.
- D'explorer de nouvelles voies vers la viabilité des médias, y compris les tendances des médias numériques, les lois et réglementations nationales, les organismes d'autorégulation et les associations professionnelles, les marchés publicitaires et les modèles commerciaux.
- De se tenir au courant des progrès rapides de la technologie, notamment des algorithmes, des robots, de la surveillance et de l'intelligence artificielle, ainsi que des menaces potentielles qu'ils représentent pour la viabilité des médias, la sécurité du journalisme et l'intégrité de l'information.
- De partager largement les conclusions sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, y compris les approches qui sont efficaces pour contrer la désinformation, soutenir la démocratie, les droits de l'homme et l'égalité des genres.
- De rester agile et ouvert à l'innovation et à l'expérimentation ; intégrer l'adaptation dans la politique, la planification et la mise en œuvre, et veiller à ce que les projets et programmes d'APD s'adaptent rapidement à la lumière des enseignements tirés.

Il est proposé que l'application de ces principes soit examinée à intervalles réguliers (par exemple tous les deux ans) par les membres de GovNet sur la base des rapports volontaires des membres.